

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

REPUBLIQUE FRANCAISE	L'an deux mille vingt six Le 03 février à 19 h 00 Le conseil municipal légalement convoqué, s'est réuni à la mairie en séance publique sous la présidence de M. Jean-Luc BOCH, maire
DEPARTEMENT DE LA SAVOIE	Etaient présents : <b>ASTIER Fabienne, ASTIER Robert, BENOIT Nathalie, BERARD Patricia, BOCH Jean-Luc, BROCHE Richard, BUTHOD Maryse, COURTOIS Michel, CRETIER Bertrand, FAGGIANELLI Evelyne, GIROD GEDDA Isabelle, GOSTOLI Michel, HANRARD Bernard, MINGEON BOCH Nadia, MONTMAYEUR Myriam, OUGIER Pierre, ROCHET Romain, SILVESTRE Jean-Louis, VÉNIAT Daniel-Jean, VIBERT Christian, VILLIEN Michelle</b>
Nombre de Conseillers : 29 En exercice : 29 Présents : 21 Votants : 26 Pour 26 Contre / Abstention /	Excusés : <b>BELTRAMI Henri</b> (pouvoir à MONTMAYEUR Myriam), <b>BUTHOD-RUFFIER Odile</b> (pouvoir à VILLIEN Michelle), <b>DE MISCAULT Isabelle, GENTIL Isabelle</b> (pouvoir à COURTOIS Michel), <b>MICHÉ Xavier</b> (pouvoir à GOSTOLI Michel), <b>TRESALLET Gilles</b> (pouvoir à BENOIT Nathalie)
Date de convocation : 28/01/2026	Absents : <b>PELLICIER Guy, VALENTIN Benoît</b>
Date de publication : 06/02/2026	Formant la majorité des membres en exercice  M. Michel GOSTOLI est élu secrétaire de séance

Délibération n°2026-028

Objet : **Protection fonctionnelle de M. Daniel-Jean VÉNIAT - Information**

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L 2121-29 selon lequel le conseil municipal règle par ses délibérations, les affaires de la commune ;

**Vu** l'article L 2123-35 du CGCT relatif à la protection fonctionnelle précise notamment que la commune accorde sa protection aux élus municipaux ayant reçu délégation lorsqu'ils sont victimes de violences, de menaces ou d'outrages à l'occasion ou du fait de leurs fonctions. Elle répare, le cas échéant, l'intégralité du préjudice qui en a résulté ;

**Vu** l'arrêté du maire n° 2020-307 du 3 juin 2020 et l'arrêté n° 2020-557 du 28/09/2020 accordant délégation de signature à monsieur Daniel-Jean VÉNIAT, maire de la commune délégué de Bellentre et fonctions d'adjoint en charge de l'urbanisme et des ressources humaines ;

**Vu** le courrier du 16 janvier 2026 de M. Daniel-Jean VÉNIAT demandant la protection fonctionnelle suite à l'agression qu'il a subi de la part d'un administré ce 15 janvier 2026, en mairie, et suite à son dépôt de plainte en Gendarmerie.

Monsieur le maire rappelle que ce 15 janvier 2026, M. Daniel-Jean VÉNIAT, maire de la commune délégué de Bellentre et fonctions d'adjoint en charge de l'urbanisme et des ressources humaines, présent dans un bureau en mairie, a été victime de :

- De l'envoi d'un projectile en sa direction,
- D'un geste insultant à son intention.

*Le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Maire de La Plagne Tarentaise dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification.*

*Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Grenoble par voie postale (2 place de Verdun, BP 1135, 38022 Grenoble Cedex) ou par voie électronique (Télérecours citoyens : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans le délai de deux mois à compter de la publication du présent acte, ou de son affichage ou de la notification de la décision du Maire lorsqu'un recours gracieux a été préalablement déposé.*

Sachant que la qualité d'élue municipale était connue de l'administré agresseur.

Suite à la demande de protection fonctionnelle déposée par M. VÉNIAT le 16 janvier 2026 et conformément à la réglementation en vigueur, le maire a alors :

- Accusé réception de la demande de M. VÉNIAT par courrier du 20 janvier 2026 ;
- Informé les membres du conseil municipal de la demande de M. VÉNIAT par la plateforme e-convocation le 22 janvier 2026 ;
- Notifié au Préfet la demande de M. VÉNIAT, accompagnée de l'information faite aux membres du conseil municipal, par la plateforme de télétransmission des actes le 23 janvier 2026 ;
- Notifié à M. VÉNIAT la preuve de la réception de la notification faite au Préfet et porté cette information à l'ordre du jour de la séance suivante du conseil municipal par courrier du 27 janvier 2026 ;

Ainsi, en application de l'article L 2123-35 du CGCT :

- L'élue bénéficie de la protection de la commune à compter de la réception de ces documents par le représentant de l'Etat dans le département.
- Le conseil municipal peut retirer ou abroger la décision de protection accordée à l'élue par une délibération motivée prise dans un délai de quatre mois à compter de la date à laquelle l'élue bénéficie de la protection de la commune.
- La protection implique notamment la prise en charge par la commune de tout ou partie du reste à charge ou des dépassements d'honoraires résultant des dépenses liées aux soins médicaux et à l'assistance psychologique engagées par les bénéficiaires de cette protection pour les faits mentionnés ci-avant.

Par conséquent, monsieur le maire informe les membres du conseil municipal que la protection fonctionnelle est accordée à monsieur Daniel-Jean VÉNIAT, maire de la commune délégué de Bellentre et fonctions d'adjoint en charge de l'urbanisme et des ressources humaines, victime d'agression à l'occasion de ses fonctions.

Ainsi, il est proposé à l'assemblée de prendre acte de cette information.

Après exposé et en avoir délibéré,

### LE CONSEIL MUNICIPAL

- **PREND ACTE** de la protection fonctionnelle accordée à monsieur Daniel-Jean VÉNIAT pour l'agression subie le 15 janvier 2026 en mairie, dans le cadre de ses fonctions ;
- **PREND ACTE** que le conseil municipal peut décider de retirer ou d'abroger cette décision d'octroi par une délibération motivée prise dans un délai de quatre mois à compter de la date à laquelle l'élue bénéficie de la protection de la collectivité.

**AINSI FAIT ET DELIBERE AUX JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS.**

Pour copie conforme :  
Le secrétaire de séance  
Michel GOSTOLI



Pour copie conforme :  
Le maire  
Jean-Luc BOCH



*Le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Maire de La Plagne Tarentaise dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification.*

*Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Grenoble par voie postale (2 place de Verdun, BP 1135, 38022 Grenoble Cedex) ou par voie électronique (Télérécourts citoyens : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans le délai de deux mois à compter de la publication du présent acte, ou de son affichage ou de la notification de la décision du Maire lorsqu'un recours gracieux a été préalablement déposé.*